

Revue de presse sur le Burundi semaine du 15 au 21 septembre 2020

Coopération, Report mini-sommet, Sécurité, Droits de l'Homme, Bilan des 100 premiers jours d'Evariste Ndayishimiye

Coopération

« Le Burundi veut rétablir les relations avec les Nations Unies » est le titre d'un article de **RFI** du 16 septembre 2020. Considérant que la crise du troisième mandat est clôturée avec l'élection d'Evariste Ndayishimiye, le gouvernement burundais ne veut plus figurer sur l'agenda politique du Conseil de sécurité. De son côté, le gouvernement burundais prétend à renouer une coopération axée essentiellement sur le domaine socio-économique, dans la droite-ligne de son « Plan national de développement », alors que les Nations Unies veulent avant tout mettre sur pied une commission de haut niveau pour évaluer l'évolution de la situation dans les domaines socio-économiques, politique, humanitaire et des droits de l'homme depuis 2015. Le rapport d'évaluation à remettre au Secrétaire Général de l'ONU le 31 octobre permettra de relever les défis auxquels le Burundi est confronté et la contribution des Nations unies pour y faire face.

Afrik.com du 21 septembre relate les avancées diplomatiques du Président Evariste Ndayishimiye. Dans l'article « Burundi, Tanzanie : focus sur le rapprochement entre Evariste Ndayishimiye et John Magufuli », Enock Bulonza montre comment Ndayishimiye entend mettre fin à l'isolement politique du Burundi au bout de trois mois d'investiture. La récente visite du président Ndayishimiye à son homologue tanzanien entre dans ce cadre. Par le rapprochement des deux pays, l'or ainsi que d'autres minerais du Burundi transiteront par les comptoirs et les guichets tanzaniens à Kigoma.

Report mini-sommet

L'agenda chargé de certains chefs d'État de la région des grands lacs ne constitue pas, selon le chercheur et journaliste Patrick Mbeko du Sputnik, la véritable cause du report sine die du mini-sommet des chefs d'Etats de la région des Grands Lacs. Mbeko identifie principalement deux causes dans un article intitulé « Afrique des Grands Lacs: les raisons du report du sommet de Goma » et publié par Sputnik ce 17 septembre 2020. La première raison semble être que la proposition de la tenue du sommet serait de provenance Rwandaise et non congolaise. Le Rwanda étant un pays enclavé, il avait tout intérêt à trouver l'arbitrage de Félix Tshisekedi et surtout du Président angolais João Lourenço pour régler son différend qui l'oppose à l'Ouganda qui bloque le corridor central qui sert de passage des marchandises à destination ou en provenance du Rwanda.

La deuxième raison tient au principe que l'ami de mon ennemi n'est pas quelqu'un en qui l'on peut avoir confiance les yeux fermés. Des signes laissent apparaître que le chef de l'État congolais est un allié par excellence du dirigeant rwandais. Félix Tshisekedi est par conséquent devenu peu fiable envers ses homologues burundais et ougandais.

Droits de l'Homme

Dans un article intitulé : « L'ONU ne constate pas d'amélioration de la situation des droits de l'homme au Burundi », Publié le 17/09/2020 à 16 heures³⁴ et modifié le 18/09/2020 à 07 heures 28, **RFI** donnent les éléments justifiant les inquiétudes de la commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi. RFI part des affirmations du président de cette commission, Doudou Diène « *l'espace démocratique reste très étroit, l'impunité persiste et il n'y a aucune indication que le nombre de violations des droits de l'homme ait baissé sous le nouveau gouvernement* ».

Enock Bulonza d'**Afrik.com** est revenu vendredi 18 septembre 2020 sur les inquiétudes de la commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi sous le titre, *Burundi : « Aucun indice n'indique que le niveau des violations des droits de l'Homme a diminué »*. Sur le plan du respect des droits de l'Homme au Burundi, la commission dresse un tableau sombre des deux mois après l'investiture du Président Evariste Ndahishimiye et son gouvernement. La commission note un manque de volonté du régime Ndahishimiye à œuvrer pour la promotion des droits de l'Homme, de graves violations des droits de l'Homme au Burundi sans aucun indice de leur baisse. Le président de la commission sollicite l'implication de la communauté internationale afin de ne pas tomber dans le piège et de reprendre la coopération internationale avec le Burundi et lever les sanctions sans que des progrès tangibles en matière de droits de l'Homme et de lutte contre l'impunité se manifestent.

News.un.org ou ONU Info du 17 septembre 2020 écrit aussi sur les inquiétudes de la commission d'enquête sur le Burundi dans son article intitulé « Burundi : la Commission d'enquête de l'ONU constate peu de progrès sur les droits de l'homme ». Trois éléments sont apportés par cet article. Le premier élément est la « quasi-totale impunité » dont jouissent des responsables administratifs locaux et surtout les membres de la ligue des jeunes du parti CNDD-FDD, les « Imbonerakure ». Le deuxième concerne la question des violences sexuelles contre les hommes au Burundi. Ces derniers sont soumis à diverses formes de tortures visant leurs organes génitaux, sont aussi violés, ou forcés d'avoir des relations sexuelles avec d'autres détenus, hommes et femmes, des sanctions qui visent à leur forcer de donner des informations. Le troisième à trait aux graves violations des droits de l'homme qui s'exercent sur les enfants et les adolescents qui se voient forcés d'adhérer à la ligue des jeunes du parti au pouvoir.

Sécurité

VOAAfrique du 18 septembre donne le bilan des confrontations entre le mouvement armée Résistance pour un Etat de Droit (RED-Tabara) et les forces gouvernementales qui ont débuté le 22 août 2020. De dimanche matin 13 septembre jusque dans la nuit de mercredi à jeudi, le porte-parole de ce groupe rebelle, Patrick Nahimana, fait état de 28 soldats et policiers et 15

miliciens tués et 40 blessés du côté gouvernementale et déplore trois résistants tués, 6 blessés et un capturé du côté des rebelles.

Bilan des 100 premiers jours d'Evariste Ndayishimiye

INfosplusgabon du 20 septembre dresse le bilan des 100 premiers jours (clôturés le 18 septembre) après l'investiture du président Ndayishimiye. Comme premier point de son bilan, Ndayishimiye se distingue de Nkurunziza par la nomination d'un cabinet restreint de 15 ministres, contre 21 dans le dernier cabinet de Nkurunziza. Une deuxième différence avec Nkurunziza est la lutte contre le CODIV-19 jusque-là négligé par l'ancien régime prétextant que le Burundi est protégé du Coronavirus par « la grâce divine ». Fait partie du bilan des 100 premiers jours d'Evariste Ndayishimiye l'effort de rapatriement des réfugiés de la crise politique de 2015 en provenance du Rwanda. Il y a cependant à signaler que ce rapatriement n'inclut pas les poids lourds de l'opposition en exil qui ne remarquent aucun signe d'ouverture politique de la part des nouvelles autorités burundaises. Le dernier point de ce bilan relevé par Infosplusgabon est l'envoi des signaux d'ouverture diplomatique en direction du Burundi par l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique. Néanmoins, le regain de confrontations armées pousse infoplusgabon de conclure que « *d'une manière générale le climat socio-politique reste délétère, malgré les espoirs suscités par le nouveau régime burundais* ».